



Face à Macron et Blanquer, être audibles auprès de la profession !

Incendies, inondations, tornades : cet été fut marqué par des catastrophes naturelles à répétition, signes du changement climatique et de l'effondrement des courants océaniques. Face à l'ampleur des phénomènes, face aux rapports du GIEC, les gouvernants continuent de faire la sourde oreille, et n'envisagent aucune mesure radicale et systémique pourtant nécessaire.

Les Taliban ont finalement repris le pouvoir en Afghanistan, faisant peser de lourdes menaces sur les populations, notamment les femmes et les LGBTI. Cyniquement, les gouvernements occidentaux instrumentalisent les images de l'aéroport de Kaboul pour jouer sur la peur des migrant·es. Et Macron de reprendre le discours raciste et xénophobe de l'extrême droite en parlant de "protéger l'UE des flux migratoires".

L'objectif est bien d'installer dans l'opinion un futur duel entre Macron et l'extrême-droite comme seule alternative possible. Cette stratégie est confortée par les divisions au sein de la droite classique et l'incapacité de la gauche à s'unir autour d'une candidature crédible. Face à ce paysage politique dévasté, il revient au mouvement syndical la charge de défendre un projet sociétal (et au SNES-FSU un projet pour l'école) et d'en organiser la promotion selon ses modalités propres.

Alors qu'on entre en **période électorale**, le mouvement social ne peut pas rester dans l'apathie, dans l'attente, voire la tétanie face à la montée des idées de l'extrême-droite, présentée encore pour le moment comme seule alternative au macronisme. Les élections ne doivent pas être un frein à l'action. Il faut au contraire profiter de cette échéance pour combattre l'ED et le macronisme, s'opposer à la politique libérale de Macron et faire connaître notre projet pour l'école, les services publics et une autre société.

D'autant plus que le gouvernement ne désarme pas et poursuit ses attaques tout azimut contre le monde du travail. La trompeuse hausse du PIB de 6% en 2021 est le prétexte pour Bruno Le Maire de dire que le rebond économique est là et qu'il est donc urgent de rembourser la dette, de réformer l'assurance-chômage et les retraites.

La situation sanitaire reste inquiétante, voire catastrophique aux Antilles. Et la réponse du gouvernement sur le pass sanitaire n'a convaincu personne. Les mobilisations contre le pass sanitaire qui ont jalonné les samedis de l'été ont rassemblé de nombreuses personnes qui n'en peuvent plus des réponses apportées par le gouvernement à la crise. Différents courants, parmi lesquels l'ED, ont tenté de récupérer le mouvement en jouant sur les thèses complotistes. **Par ses discours changeants au fil du temps, (masques, contagiosité à l'école...), par son abandon des territoires dit "déserts médicaux", par le démantèlement de l'hôpital public, et son choix de renforcer la société du contrôle**, le gouvernement porte la responsabilité de cette situation. Cette défiance de la population a des conséquences graves, notamment parce que les démissions et suspensions des personnels de santé accentuent encore la pénurie de soins. La CNIL elle-même présente le pass sanitaire comme un danger : « le risque d'accoutumance et de banalisation de tels dispositifs attentatoires à la vie privée et de glissement, à l'avenir, et potentiellement pour d'autres considérations, vers une société où de tels contrôles deviendraient la norme et non l'exception ». Nous devons donc poursuivre les expressions et actions intersyndicales à ce sujet : revendiquer la levée des brevets sur les vaccins, la vaccination universelle, l'opposition au pass sanitaire et à toutes les mesures qui mettent en danger les droits des salarié·es.

La **répression** des manifestations rappelle celle qu'avaient subi les cortèges des gilets jaunes. Dans notre secteur, les sanctions disciplinaires envers des militant·es se sont multipliées ces derniers mois, par exemple à Melle, à Rennes (où la sanction introduit un délit de solidarité dans l'EN), à Clermont-Ferrand, ou encore les interpellations violentes et les procès politiques à Nice, qui nécessitent une riposte médiatique de notre part.

Rentrée scolaire

En visite à Marseille, Macron et Blanquer ont encore fait preuve d'opportunisme et appuyé sur l'accélérateur néolibéral. Le recrutement local des personnels dans 50 écoles, où les directeur·rices "chef·fes d'entreprise" auraient bien d'autres libertés (sur l'organisation pédagogique, du temps scolaire et les contenus), déjà expérimenté sans succès dans le cadre des Eclairs et depuis abandonnés, annonce le démantèlement et la privatisation du service public et avec cela, la fin de l'égalité de traitement entre personnels d'une part, égalité déjà bien mise à mal par la LTFP, et usager·ères de l'autre. Face à cette nouvelle provocation, le SNES et la FSU doivent se faire entendre pour faire du 23 septembre et du 5 octobre des journées de grève et de mobilisation massives.

La plus grande transmissibilité du variant delta est inquiétante. Mais après un an et demi de crise sanitaire, aucun moyen supplémentaire n'a été accordé à l'école ; pire, des postes ont été supprimés (1883 postes dans le 2nd degré en cette rentrée), ce que le SNES doit remettre en avant dans sa communication. Les aménagements des programmes scolaires demandés par les organisations syndicales sont absents de cette rentrée. Les établissements manquent cruellement de moyens, les effectifs par classe sont pléthoriques et de nombreux·ses collègues non remplacé·es.

Au contraire, la visite à **Marseille**, où Emmanuel Macron a lancé sa campagne pour la Présidentielle, est l'occasion d'un tour de vis ultralibéral avec le recrutement local des enseignant·es. Dans le même temps, la loi Rilhac qui vise à donner aux directeur·trices d'école le statut de chef·fe d'établissement revient devant le Parlement en septembre.

Et la troisième saison du **Grenelle** de l'Éducation permet à Banquer de dérouler des mesures mettant en place le management à tous les étages : casse du statut, évaluation au mérite, mise en concurrence des établissements, mise en place des "carrés régaliens"...

La FSU a réagi à la **campagne ministérielle "C'est ça, la laïcité"** et à sa conception raciste de la société. Sur la question de la laïcité, devenue aussi centrale que dévoyée dans le débat politique, le SNES et la FSU doivent rester très vigilants et établir autant que possible des arcs de force unitaires. Le **protocole sanitaire** mis en place à la rentrée est indigent et aucun critère objectif ne précise ce qui entraînerait un passage du niveau 2 aux niveaux 3 ou 4, si ce n'est le "choix du prince". Blanquer a de nouveau lancé la polémique cet été avec le problème de la différenciation dans le traitement entre élèves vacciné·es ou non, qui seraient évincé·es pour chaque cas positif dans les classes.

En dehors de la consigne d'aération des salles de classe et de restauration, les purificateurs d'air et les masques de qualité fournis par l'employeur sont encore très peu nombreux.

L'indispensable vaccination des élèves et de leur famille font l'objet d'une nouvelle occasion manquée au vu du manque d'organisation et de préparation.

Nous continuons de revendiquer la vaccination des personnels sur le lieu et le temps de travail.

Au lycée, Blanquer continue de généraliser le contrôle continu. Depuis 3 ans, à chaque rentrée, un nouvel aménagement du bac impose toujours plus de contrôle continu, toujours moins d'épreuves terminales nationales garantant d'un bac équitable pour tou·tes les élèves. Le SNES et la FSU doivent porter dans la profession et sur la scène médiatique un discours critique mais fédérateur sur les questions d'évaluation poussant le MEN dans ses contradictions (bienveillance vs sélection, gestion des flux vs école inclusive, etc.). Des visuels, plaquettes, etc, doivent être créés à cet effet.

En **collège**, c'est la multiplication des certifications (PIX, Evalangues) qui accroissent la charge de travail et accentuent encore la perte de sens de nos enseignements, et rentrent dans le système "teaching to the test". De plus, les collèges sont en première ligne dans les projets de contractualisation (Cités éducatives, CLA, TER...) qui se multiplient et qui sont un danger aussi bien pour le statut du fonctionnaire que le fonctionnement même de l'Éducation Nationale.

Sur le terrain de la **formation**, les stagiaires qui seront affecté·es à temps plein l'an prochain après avoir travaillé comme contractuel·les alternant·es dans les établissements sont à nouveau utilisé·es comme des variables d'ajustement, avec une formation et des conditions d'emploi au rabais, ainsi qu'une mise en concurrence avec les agent·es **non-titulaires** licencié·es. De plus, dans l'académie

de Créteil, 2 300 collègues non-titulaires en CDD ont été licencié·es pour laisser la place à des contractuel·les du "Choix de l'école", l'association qui sert les intérêts du patronat français dans l'éducation.

Les **AESH** voient leur charge de travail s'alourdir, mais devront attendre une revalorisation digne de ce nom. Le congrès à venir sera l'occasion d'avancer au sujet de nos mandats. L'intersyndicale leur propose une nouvelle journée de grève le 19 octobre.

La panne de recrutement des **AED** actuelle est le reflet de la dégradation de leurs conditions de travail.

*Dans cette année électorale, où les différents candidat·es vont rivaliser dans la surenchère démagogique et libérale, le SNES et la FSU doivent être capables de **faire entendre haut et fort un discours revendicatif, qui porte auprès de nos collègues**. Pour cela, nous avons la chance d'avoir un plan d'action qui doit articuler la journée d'action dans l'éducation du 23 septembre avec la journée du 1er octobre des retraité·es et celle d'élargissement des luttes contre les réformes néolibérales, au niveau interprofessionnel le 5 octobre, sur lesquelles nous devons d'ores et déjà communiquer. Ces mobilisations sont une première étape pour inscrire un mouvement social au delà : elles doivent être l'occasion d'organiser la profession, de nouer les contacts sur le terrain, via les assemblées générales. Dans cette perspective, le SNES sera présent pour développer les cadres unitaires, appuyer et coordonner les mouvements locaux afin de rendre visible à quel point les personnels et les élèves subissent une situation d'enseignement dégradée par la pénurie. **Pour construire et élargir dans la durée le mouvement contre la destruction de l'école et des services publics et faire en sorte que ce débat soit incontournable dans l'espace politique, nous avons besoin d'un discours et d'un matériel fédéral, mais plus largement, d'une campagne de tout le mouvement social, en multipliant les initiatives avec le collectif Plus jamais ça ! C'est indispensable si l'on veut sortir de l'impasse du néolibéralisme qui pourrait bien être poursuivie 5 ans de plus si la gauche syndicale et politique ne fait pas émerger une alternative politique et sociétale aux projets de Macron.***